

Des Canadair, pas des Rafale ! Des hôpitaux et des écoles, pas des canons !

Alors que Bayrou doit présenter le 15 juillet ses choix pour le prochain budget, Macron, dans la posture qu'il affectionne de chef de guerre, lui a volé la primeur sur le budget des armées : pour 2026, Macron veut ajouter 3,5 % aux 7 % de hausse déjà prévus dans la loi de programmation militaire 2024-2030. Rallonge suivie d'une autre de 3 % en 2027 pour arriver à cette date à 64 milliards. Entre 2017 et 2027, le budget des armées aura donc doublé... Et Macron dira à l'automne prochain sous quelle forme il compte embrigader la jeunesse. La propagande militariste est donc en marche. On ne sait pas si la guerre est au bout, mais les Dassault et les Thalès se frottent déjà les mains !

Tout pour les marchands de mort...

Macron et ses chefs militaires n'en finissent pas de nous baratiner sur le danger russe. Il est vrai que Poutine oblige les Ukrainiens à vivre sous les bombes, mais l'armée russe est empêtrée dans le Donbass depuis trois ans et l'on voudrait nous faire croire qu'elle est à nos portes ?

Bien sûr, les bruits de botte s'amplifient et Poutine est un fauteur de guerre. Mais qu'en est-il de Trump, qui vient de bombarder l'Iran ? Et de Netanyahu qui en a fait autant et continue de massacrer à Gaza ? Et de Macron lui-même, avec les troupes françaises en Afrique qui y sont vomies par la population ?

Et c'est Macron, l'éborgneur des Gilets jaunes, l'homme des attaques contre le droit du travail, qui va nous protéger ? Qui peut croire une telle ânerie ?

Le midi brûle – et le pays ne dispose que de 12 Canadair, vieux de 30 ans, contre 234 Rafale ! Macron veut des obus et des canons quand le personnel soignant des hôpitaux, quand les enseignants n'en peuvent plus, quand tout ce qui fonctionne ne tient que par le dévouement des travailleurs qui s'efforcent de pallier comme ils peuvent les coupes décidées en haut lieu. Tout ça pour donner aux militaires de quoi répandre la mort ? Pour que les actionnaires des industriels impliqués l'armement – c'est-à-dire à peu près toutes les grosses boîtes – se gavent encore peu plus ?

Les cadeaux aux riches responsables des déficits

L'Office français pour les conjonctures économiques (OFCE), un organisme servant de conseils aux gouvernements, vient d'éditer un rapport expliquant que le déficit public est dû,

depuis 2017, à la baisse des impôts – qui a surtout profité aux riches – et non à l'augmentation de la dépense publique.

C'est pourtant sur les dépenses que Bayrou veut réaliser 40 milliards d'économies. Et, pour ce qui est d'augmenter les impôts, la petite musique contre les « niches fiscales » ne concerne pas les exonérations des riches, ou le crédit impôt recherche accordé sans aucun contrôle aux entreprises, mais... les 10 % d'abattement fiscal auxquels les retraités ont droit comme tous les salariés !

40 milliards à trouver ? Une commission sénatoriale vient de chiffrer les aides aux entreprises. En tout 211 milliards par an – qui vont en priorité à Thalès, Dassault, STMicroelectronics et autres entreprises du CAC 40 – sous forme d'exonérations fiscales, de subventions directes, d'exonérations de cotisations sociales. Rien que ces dernières sont désormais chiffrées à 80 milliards, dont l'État compense l'essentiel sur le budget. Mais il n'est pire aveugle que celui qui ne veut pas voir.

Dans son discours, Macron a dit, pour justifier ses largesses aux militaires : « *Pour être libres dans ce monde, il faut être craints* ». C'est très exactement ce dont les travailleurs ont besoin : si nous ne voulons pas que la machine mise en route nous écrase, il faut que riches et gouvernants nous craignent.

Les mesures de Macron-Bayrou n'ont rien d'inévitable. C'est nous qui faisons tout dans cette société, jusqu'aux micros dans lesquels ils débâtèrent sur les sacrifices que nous devrions faire. Oui, nous avons largement les moyens que nos mobilisations leur inspirent une frousse salutaire !

Il n'y aura pas d'abonnés au numéro que vous allez demander

Dans la première salve d'avenants envoyés pour le passage forcé à 13 jours de télétravail par mois, la direction y a subrepticement incéré des « horaires de joignabilité ». Différents des horaires de travail et dépassant la durée légale du travail dans bien des cas.

La direction a d'ores et déjà fait savoir qu'elle ne modifierait pas ces avenants déjà envoyés.

Hors de question pour nous de faire des astreintes qui plus est au bénévolat.

Ne pas rester isolés !

Jeudi 3 juillet une trentaine de salariés de Stellantis Poissy est allée diffuser un tract et surtout discuter avec les salariés de OP Mobility (ex-Plastic Omnium) de Vernon qui produisent des pare-chocs pour l'Opel Mokka. Ce site travaille à 40 % pour l'usine de Poissy. Quand elle fermera, ils risquent de subir des licenciements ou carrément de disparaître aussi. Les travailleurs de OP Mobility l'ont bien compris et on fait un bon accueil à ceux de Poissy.

Après les autres visites des salariés de Poissy chez les travailleurs sous-traitants de MC Synchro (roues), chez Lear (siège), chez Forvia (panneaux de porte et planche de bord) en Île-de-France et Normandie... il est important d'élargir encore la liste des alliés dans la lutte contre nos patrons.

Tous ensemble unissons-nous, qu'on soit sous-traitant de Stellantis Poissy, de l'automobile ou d'autre secteurs menacés.

Un chantage pour défendre les profits, pas les emplois

En déambulation à Stellantis Hordain (ex-Sevelnord), Jean-Philippe Imparato, directeur Europe de Stellantis a menacé : « *Aujourd'hui, c'est très clair : nous sommes à quelques mois d'un drame* », « *si je paie les amendes CO2, je devrai fermer des usines* » en citant Hordain, Vigo (Espagne), Mangualde (Portugal) et Atessa (Italie). Son but est de demander des annulations ou baisses des amendes et un assouplissement des règles sur les émissions de CO₂.

Quand nous, les salariés, on a une amende, on la paye. Pourquoi pas les actionnaires de Stellantis ? Ils se veulent toujours au-dessus des lois, les adaptent à leur guise et siphonnent les fonds publics (nos impôts). Un chantage ignoble de Stellantis : car même avec un assouplissement réglementaire, il cherchera à supprimer des emplois et fermer des sites.

Seul un rapport de force pourra imposer !

Ce lundi, les salariés d'ArcelorMittal ont manifesté sur les 500 derniers mètres de la troisième journée du Tour de France à Dunkerque, avant de monter sur le

podium. Le 20 juin ils tenaient un meeting.

Selon la CGT, les 650 emplois menacés en France cachent mal la menace de fermeture de 4 sites d'ici à 2029 : Dunkerque, Basse-Indre, Montataire et Florange. Tous sont ou ont été fournisseurs en bobines des usines automobile : Toyota, Volkswagen ou même Stellantis Poissy.

La CGT réclame une nationalisation, qui n'a jamais garanti la sauvegarde des emplois, et compte sur les parlementaires pour l'imposer. Mais les ouvriers d'ArcelorMittal ont bien d'autres alliés pour faire reculer patronat et gouvernement sur les licenciements et fermetures : tous les salariés des sites menacés actuellement, ceux de Stellantis Poissy y compris !

Les laissés-pour-compte de Parcoursup

Cette année le nombre de bacheliers et d'étudiants sans affectation à la fin de phase principale d'admission de Parcoursup est en forte hausse : plus de 103 000 contre 85 000 l'an dernier. Ils ont jusqu'au 12 septembre pour trouver un débouché qui leur convient.

Depuis sa création en 2018, les principaux syndicats d'enseignants et d'étudiants ont exprimé leur opposition à cette plateforme d'orientation. Ils dénoncent notamment un algorithme de sélection opaque qui, en fin de compte, favorise le tri social. C'est pourquoi ils demandent, avec raison, la suppression de Parcoursup.

Pauvreté : ça s'aggrave !

Selon l'Institut national de statistique (Insee), le taux de pauvreté en 2023 a atteint 15,4 % de la population, une forte hausse de 0,9 point en un an, et le niveau le plus élevé depuis trente ans. Dix millions de personnes (hors SDF) vivaient sous le seuil de pauvreté (1 288 euros par mois), soit 500 000 de plus qu'en 2022.

Il est peu probable qu'en 2024 les choses se soient améliorées, entre plans de licenciements et coupes dans les budgets sociaux. Les patrons licencient. Les millionnaires et milliardaires s'engraissent. De quoi nourrir une colère bien légitime...

Gaza : un génocide à moindre coût

Le média en ligne israélien *Local Call* affirme que l'armée israélienne utilise des drones civils bon marché pour bombarder les civils palestiniens afin de les chasser de leurs abris ou de les empêcher de retourner chez eux.

Selon ces informations, étayées par plusieurs soldats et officiers ayant servi dans la bande de Gaza, ces drones, destinés à l'origine à la photographie, sont détournés en y greffant un système de largage de grenades. Intérêt : ces drones ne coûtent que 2 500 euros, là où un drone militaire peut coûter de quelques centaines de milliers à plusieurs millions d'euros...